



Récapitulatif

Validée le 30/09/2025 à 11:19 (UTC +02:00)

Vérifiez l'ensemble des informations avant de finaliser votre déclaration. Attention. Ce récapitulatif n'a pas de valeur juridique.

Identité

Protection juridique

- Vous êtes sous **tutelle** ou **curatelle**
- Tuteur ou curateur : **Parmentier Amélie**
- Téléphone du tuteur ou du curateur : **2 31 54 64 20**

votre statut

- Se désigne comme : **Victime** ou **représentant de son enfant mineur** de l'infraction

Identité

- Monsieur Mickaël Régis Désiré **CAUCHON**
- Nom d'usage : **CAUCHON**
- Situation familiale : **Célibataire**
- Né(e) le **17 septembre 1987** à **Cherbourg-en-Cotentin 50130** (France)
- Nationalité : **FRANCAISE**
- Votre profession : **Musicien d'orchestre**

Vos coordonnées

- Adresse : **1 Impasse de l'Ancienne Poterie 14860 Bavent**(France)
- E-mail : **mickaelcauchon@orange.fr**
- Téléphone portable : **+33 6 22 80 17 71**
- Je consens à recevoir de l'autorité judiciaire des avis, convocations et documents intéressants la procédure judiciaire qui pourraient découler de ma démarche
 - Par courriel

Déclaration

date et heure

- La **date exacte des faits est connue**.

L'infraction s'est déroulée le **dimanche 30 juillet 2017**.

- L'**heure exacte des faits est inconnue**.

L'infraction pourrait s'être déroulée entre **00h06** et **23h59**.

lieu

- Type de lieu : **Voie publique**
- Adresse : **55 Rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris**

Description

- “ Chefs d'Accusation Pénaux (Période 2017–2025) : Détournement de Fonds Publics/Privés (Art. 432-15 C. P.), Prise Illégale d'Intérêt (Art. 432-13 C. P.), Fraude aux Comptes de Campagne (Art. L. 52 C. Électoral), Escroquerie (Art. 313-1 C. P.), et Abus d'Autorité / Concertation Répression (Art. 432-1 C. P.). Mécanisme de l'Infraction : Dénonciation de l'instrumentalisation d'une Ordonnance de Protection (2017) à des fins de ruine économique ciblée (privation de liberté financière sur 7 ans). Le préjudice documenté sert de façade légale à l'enrichissement illégal des auteurs et à l'Évasion Fiscale des fonds dont j'ai été privé. Preuves Factuelles : Des éléments comptables précis prouvent un usage illégal des fonds et un avantage personnel/électoral tiré du maintien de la mesure par les fonctionnaires mis en cause. Je dénonce une Répression Financière et Policière Concertée (Justice, Police, Administration), établie par des PV d'interpellation et des correspondances, attestant d'une collusion systématique sur les sept années. Contexte Institutionnel Aggravant : Ces abus graves s'inscrivent dans un manquement au devoir des responsables publics, notamment en lien avec la loi du plomb et l'impact des insecticides, lois citoyennes votées par deux millions de citoyens. Cet acharnement est la continuité d'un mépris généralisé de l'intérêt public. Exigences : Ouverture immédiate d'une Enquête. Établissement d'une Composition Pénale pour les malversations fiscales. ”
- La **victime a subi des violences** au moment des faits.

“ Loin d'être la seule victime, éborgné, des ecchymose, des mains arrachées, victimes de la répression financière et policières depuis de nombreuses années ”

Objets du préjudice

bien n°1

- de type **Argent liquide**
- Description : **Entre austérité et évasion fiscale**

Total : 1 bien Valeur totale **0,00 €**

Compléments d'informations

Véhicule

- La victime affirme qu'il n'y a pas d'objets volés ou dégradés dans un véhicule.

Suspects

- La victime affirme **ne pas avoir d'information sur d'éventuels suspects**.

Témoins

- La victime affirme **ne pas avoir identifié de témoin de l'infraction**.

Intervention

- La victime informe de l'**absence d'intervention d'une équipe de police ou de gendarmerie**.

Vidéos des faits

- La victime informe **ne pas savoir si un système de vidéoprotection** était disponible sur le lieu des faits.

Vous avez sollicité un rendez-vous auprès de :

Commissariat de Paris 8ème arrondissement - Poste de plaintes

1 rue de Lisbonne 75008 PARIS 08

avec pour plage de disponibilité pour être recontacté :

En semaine

Vous serez prochainement contacté par un agent de ce service pour fixer un rendez-vous